

Iéna, Thuringe, 14 avril 2007

Préparation à la rencontre européenne entre groupes locaux des Attac d'Europe à Toulouse en mai 2007

Idées en cours d'élaboration, proposées pour une Europe commune à des fins constructives par des membres d'Attac Thuringe

Des participants d'ATTAC Thuringe discutent les questions et stratégies alternatives pour l'avenir de notre Europe et celui du processus constitutionnel en cours.

Les points qui suivent reflètent le stade actuel de notre opinion encore en cours d'élaboration. Ce faisant, nous avons vite appris que si nous pouvons déjà formuler beaucoup de questions, nous ne pouvons pas encore donner de réponses à chacune d'entre elles. Même dans notre groupe relativement réduit, il y a différentes perspectives de réflexion et nous sommes impatients de voir comment nos amis européens penseront à ce sujet. Si nous parvenons à trouver un consensus qui convienne à tous, alors il nous permettra de toucher beaucoup d'autres gens. Nous en sommes convaincus!

- Fondamentalement, nous partageons les positions contenues dans les „**dix principes pour un traité démocratique européen**“ que le réseau européen des ATTAC a approuvé et dans lequel nous voyons une alternative politique progressiste au sein des discussions en cours sur la constitution européenne.
- Pour discuter de la constitution, il faut une assemblée constituante au niveau européen qui soit un reflet de la composition réelle de la population de l'ensemble des sociétés. Pour la discussion publique, nous considérons qu'une présentation du processus tel qu'il s'est développé jusqu'ici aurait par contraste un effet pédagogique
- Nous avons la conviction commune que le texte constitutionnel doit définir des **valeurs fondamentales et un cadre institutionnel**, mais ne doit pas formuler d'objectifs économiques concrets.
- *Qu'est-ce que l'Europe?* Nous constatons qu'à cause de la diversité de l'histoire des différents pays, l'Europe ne peut pas être saisie ni comprise comme un espace culturel uniforme. Décrire les frontières géographiques ne permet pas non plus une définition solide à long terme. *Nous n'avons jusqu'ici pas trouvé de définition de l'Europe qui nous soit propre.* C'est pourquoi nous utilisons comme définition de travail l'actuel espace économique de l'UE.
- Ce faisant, de ce qui domine actuellement dans la réalité, il ne faut pas que les différentes unités économiques entrent en concurrence les unes avec les autres. Nous considérons au contraire que des critères sociaux et écologiques uniformes, ainsi qu'une fiscalité uniforme, sont la condition d'une intégration européenne juste.
- Il faudra intégrer dans la discussion de Toulouse la question du système économique. Cette discussion soulève des questions auxquelles nous n'avons pas encore pu donner de réponse qui permette un consensus.
 - *Quelle position avons-nous par rapport à l'économie de marché?*
 - Nous sommes critiques par rapport au concept dominant de croissance. *Mais comment redéfinir ce concept?*
 - *Comment empêcher la constitution de monopoles, en particulier dans les domaines des services qui touchent l'existence des individus (santé, formation, culture, transports publics, eau, ...)?*
 - Nous sommes d'accord avec le fait que toute concentration de pouvoir doit être empêchée. *Comment empêcher qu'il y est trop de pouvoir dans trop peu de mains?*
- Le processus constitutionnel **ne peut pas et ne doit pas être quelque chose de fermé**. Nous nous prononçons contre la nécessité de l'unanimité pour les modifications de la constitution. *Quelle position adopter sur l'introduction d'une clause de départ?*

- Nous avons aussi utilisé comme base de discussion le texte intéressant de nos compagnons de lutte français (synthèse du texte quelle Europe choisir). Cela nous a beaucoup aidé car il aborde de très nombreux points auxquels nous n'aurions dans un premier temps pas du tout pensé. Nous approuvons pour l'essentiel les thèses de ce texte. Nous voudrions donner les points sur lesquels notre avis diffère:
 - L'UE doit-elle être contre quelque chose? Ou alors nous contentons-nous de citer ce pour quoi elle doit être? A l'origine de ce questionnement, il y a la question mentionnée dans le point consacré aux „Valeurs de l'Union européenne“, de savoir si le but essentiel de l'UE serait de devenir un pouvoir politique et de savoir quelles relations l'UE entretient avec la puissance étasunienne. L'énumération concrète de centres de pouvoir n'a pas selon nous sa place dans une constitution, car cet état de fait est soumis à un processus de changement continu.
 - Nous ne sommes pas d'accord avec la thèse selon laquelle l'Union européenne représenterait de loin la première entité économique“. Sans jugement de valeur, nous constatons qu'aussi bien les Etats Unis que l'URSS à ses débuts constituaient ou constituent encore des ensembles d'Etats autrefois séparés, et ce avant la constitution de l'Europe
- Les règles du jeu de la politique extérieure de l'UE constituent pour nous un problème particulièrement complexe. Nous voulons définir des règles justes au sein de l'UE (voir le point sur les valeurs fondamentales et le cadre institutionnel). Tous ceux qui veulent entrer dans cette communauté européenne doivent se soumettre à ces règles. Par la suite, il serait intéressant d'imposer la reconnaissance de ces règles également à ceux qui veulent commencer à travailler politiquement et/ou économiquement avec l'UE. Nous attendons de cela des initiatives positives considérables concernant les conditions de travail et de vie dans les pays du tiers monde.
- Nous sommes pour la paix et le désarmement dans le monde entier. Mais nous reconnaissons qu'en attendant, l'Europe doit pouvoir se défendre vers l'extérieur. Les thèmes sur lesquelles nous ne sommes pas encore parvenus à une réponse qui fasse consensus sont les suivants:
 - *L'Europe a-t-elle actuellement besoin de 27 armées ou bien d'une armée commune?*
 - *Quelle est notre position par rapport à la participation à des opérations militaires sous mandat de l'ONU, en particulier hors d'Europe?*
 - *Comment supprimer les profits de l'industrie de l'armement? Comment limiter l'interpénétration de l'industrie de l'armement et de la politique? C'est-à-dire comment peut-on soumettre à nouveau l'industrie de l'armement à une régulation qui soit celle de l'Etat et de la démocratie?*
 - *Comment faisons-nous face à la tendance croissante, y compris en Europe, à se servir des doctrines militaires pour assurer l'approvisionnement en ressources (combustible fossile et autres matières premières qui se raréfient)?*
- [à suivre]

sources:

<http://www.attac.de/aktuell/neuigkeiten/zehn-prinzipien-kurz.php>

http://www.attac-toulouse.org/mai07/documents/syntheses_4_pays.pdf

http://www.attac.de/thuringen/2007/Entwurf_AttacThuerEuVerfassungFlyer.pdf

auteurs: Angelika, Gotthard, Jürgen, Maurice, Frank.